Conseil communal de Préverenges du 8 février 2024

Plan d'action municipal pour des logements locatifs à prix modérés pour les Préverengeoises et Préverengeois

Motion déposée par Mme Verena Eggenberger, Mme Letizia Marazzi, M. Etienne Schaller, M. Thi Nguyen et M. Pierre Vallon, conseillères et conseillers communaux

Introduction

Au cours de la dernière décennie, plusieurs projets de construction faisant l'objet de préavis municipaux comprenaient des logements à loyers modérés.

1. Les immeubles en construction au **centre du village** sont la propriété des Retraites populaires et de la Caisse intercommunale de pension (CIP). Dans son préavis municipal N° 1/19 concernant la vente de la parcelle N° 15, la Municipalité relevait dans l'offre des Retraites populaires que l'acquéreur « assure à Préverenges la mise à disposition de logements locatifs à prix raisonnables. » La Municipalité a-t-elle connaissance des loyers proposés ? Sont-ils raisonnables ? Une priorité pour les Préverengeois(es) a-t-elle été appliquée lors de l'attribution des baux à loyer ?
2. Lors de la présentation du préavis N° 4/19 demandant l'octroi d'un DDP pour la réalisation d'une **résidence pour seniors avec services médicalisés** et d'un parking mutualisé sous le Mail, la Municipalité notait que « l'objectif social de ces appartements protégés est garanti par des loyers clairement définis, une description précise des prestations de service et du forfait journalier pour les soins infirmiers... La priorité, selon disponibilités, à besoins équivalents, sera accordée aux habitants de la Commune. » Comme l'a relevé la Commission ad hoc dans son rapport : « A la demande de la Municipalité, le Groupe J3C s'engage à garantir, cas échéant par une inscription au registre foncier, que 6 studios sur les 21 appartements protégés de la résidence verront leur loyer bloqué... de manière à les rendre accessibles aux bénéficiaires des prestations complémentaires. » La Commission ad hoc a aussi constaté que « le choix des locataires des appartements protégés de la résidence sera du ressort exclusif du Groupe J3C ». La raison en est que pour obtenir une subvention journalière de l'État, 50% au moins des résidents doivent nécessiter 12 heures de soins, assurés par l'organisation de soins à domicile rattachée à la résidence. Un(e) Préverengeois(e) âgé(e), mais ne nécessitant pas ou peu de soins n'obtiendrait donc pas de logement.
3. La **Société vaudoise de logement (SVL)** devrait construire un immeuble de 14 logements sur la parcelle N° 65, occupée par les jardins communautaires. Cette Fondation, constituée par la BCV, les Retraites populaires et l'État, assure la construction de l'immeuble, mais laisse la gestion immobilière ultérieure à d'autres acteurs (coopérative de logement, commune ou autres). Il y a là une occasion à ne pas manquer pour offrir aux habitants de Préverenges un accès à des logements à louer à prix modéré, correspondant à l'objectif premier de la SVL. Cette offre devrait tout particulièrement intéresser nos concitoyens âgés, qui ont passé de nombreuses années à Préverenges et souhaitent y rester aussi longtemps que leur santé le leur permet.

Motion

Les signataires de la présente motion demandent à la Municipalité, d'évaluer l'offre de logements locatifs à prix modérés à la disposition des Préverengeoises et des Préverengeois, et en particulier des seniors. Ce recensement doit être présenté au Conseil communal. Nous demandons que la Municipalité étudie un plan d'action pour qu'une proportion adéquate de logements locatifs à loyer modérés soient réalisés dans la Commune.

Verena Eggenberger

Letizia Marazzi

Etienne Schaller

Thi Nguyen

Pierre Vallon